



COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES

EDITORIAL

Le 13 décembre, dans le Puy de Dôme comme dans tous le pays, à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, solidaires et Unsa des salariés, retraités, privés d'emploi se sont mobilisés : ils étaient environ 300, place de Jaude, au pied du sapin de Noël. Si cette mobilisation ne semble pas à la hauteur des enjeux, elle a le mérite d'avoir eu lieu. Les militants, syndiqués et salariés présents ont bien compris que ces mesures décidées par le gouvernement pour résorber la fameuse dette, sont en réalité le prétexte à toutes les régressions sociales. Sarkozy ne s'en est d'ailleurs pas caché lorsqu'il a dit que «*cette crise représente une formidable opportunité de réformer le pays et Il entend bien s'en saisir.*»

En permanence, dans le but de conditionner les esprits, le gouvernement, les représentants de la majorité multiplient mensonges, propagande et désinformation. Ainsi les tentatives de culpabiliser les salariés, retraités, assurés sociaux, malades sont quasi quotidiennes, soit en les faisant passer pour des fraudeurs et des tricheurs, soit en les rendant responsables voire coupables de la situation. La campagne médiatique nauséabonde sur les comptes et les financements des syndicats, et de la CGT en particulier, participe de cette volonté de discréditer ceux qui dénoncent haut et fort les choix politiques et leurs conséquences sur la vie des citoyens.

Partout, dans les entreprises, les services, les femmes et les hommes paient le prix fort. Chaque jour, au nom de la compétitivité, de la rentabilité, ils subissent : licenciements, bas salaires, précarité, dégradations de leurs conditions de travail, souffrance ... Les retraités voient leur pouvoir d'achat réduit à peau de chagrin. Face à cette situation sociale anxiogène et à l'obstination du pouvoir à tenir le cap libéral, la tentation consisterait à courber l'échine mais la CGT, par l'engagement de ses militants continue de mener la bataille des idées, inlassablement elle oppose à chaque mesure d'austérité du gouvernement ses propres exigences. Les dernières actions ne doivent pas rester sans suite, le rendez vous est pris, les directions des **organisations syndicales de salariés se retrouveront dès le 19 décembre à Paris**. Le président Sarkozy annonce pour courant janvier un grand sommet social avec l'ensemble des acteurs sociaux ! **A cette occasion la CGT compte peser dans les discussions et apporter ses propres propositions. Pour cela nous devons engager dès maintenant, avec les salariés dans nos entreprises et services le débat pour de justes revendications en terme de salaires, emplois, retraites, protection sociale, Services Publics...**

A noter aussi dès aujourd'hui dans nos agendas :

L'assemblée générale des syndicats du Puy de Dôme le 10 janvier 2012.

La date du **31 janvier 2012** : la CGT organise à Paris un grand meeting national, sur les retraites et la pénibilité. Faisons en sorte dans notre département d'être présents, nombreux pour faire de cette journée une grande réussite.

Rosa Da Costa

Sommaire

P2 : Libertés syndicales
P3/4 : INFOS
P5/6 : JACQUET



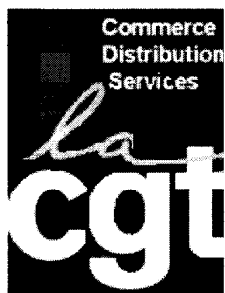
N° 1402 VENDREDI 16 DECEMBRE 2011

DEPOSE LE 16 DECEMBRE 2011

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

AGENDA :

- **17 DECEMBRE** : rassemblement sans-papiers .
- **MARDI 20 DECEMBRE** : RASSEMBLEMENT-DÉJEUNER (11H00 À 14H00) DEVANT LE LECLERC DE LA PART DIEU.
-
- **10 JANVIER 2012** : AG DES SYNDICATS CGT DU PUY-DE-DOME, 9H00 - 16H00 SALLE VICTOR HUGO (SOUS AUCHAN NORD) – Nous vous demandons de nous retourner le questionnaire sur la participation **rapidement**, merci -



Syndicat du Commerce, des services et de la distribution, Maison du Peuple, place de la Liberté,
63 000 Clermont-Ferrand ☎ 04 73 37 91 26

Les libertés syndicales ne sont pas à vendre !

En cette période de fête, la CGT entend faire du 20 décembre une journée forte de mobilisation pour les libertés syndicales.

En effet, les militants syndicaux sont en première ligne pour défendre les salariés, les acquis sociaux et faire progresser les droits. A ce titre, leur rôle est essentiel. D'ailleurs, partout où la CGT est présente, elle fait un carton aux élections professionnelles : CARREFOUR ISSOIRE, 70 %

des salariés nous font confiance, à la COSAC, 100 %, chez BUT 65 %..... etc.

Cette confiance que nous accordent les salariés rend les employeurs nerveux. On ne compte plus les tentatives de déstabilisation, les pressions, les discriminations en tout genre.

Mais c'est oublié que lorsque l'on touche un(e) militant(e) de la CGT, c'est toute la CGT que l'on touche !

Chez LECLERC, certes on se vante d'avoir les prix les plus bas. Mais en matière de respect des travailleurs, les pratiques sont à peu près au même niveau : au ras des pâquerettes !

On ne compte plus les procès prud'homaux condamnant cette enseigne qui licencie à tour de bras pour des motifs fallacieux : entre celle qui se voit accuser de grignotage pour avoir mangé un quignon de pain, sa collègue licenciée pour

bavardage, ou encore cette autre employée qui est virée sur le champ pour s'être limé les ongles...

Enfin, début décembre, une jeune salariée s'est vu interdire l'entrée de l'entreprise et a été mise à pied à titre conservatoire alors que la veille elle distribuait des tracts syndicaux dans le magasin. Elle attend sa lettre de licenciement et elle est impatiente de connaître le motif que l'employeur va invoquer...

LECLERC doit être averti : Nous mettront tout en œuvre pour faire cesser les atteintes intolérables que subissent les salariés. Mais cette enseigne n'est pas la seule entreprise à nier les droits des travailleurs :

✓ Début 2011, chez KFC, Cédric est licencié pour avoir mené la campagne électorale et porté dans son entreprise le vote CGT. Le Conseil des prud'hommes statuera le 17 janvier 2012 sur sa réintégration !

✓ En novembre 2011, Julie est licenciée du CARREFOUR MARKET de LEZOUX pour avoir défendu ses collègues. Elle a osé faire respecter le droit du travail dans son magasin... Le Conseil des prud'hommes est immédiatement saisi, nous exigeons sa réintégration !

✓ Fatima, en 2010, est réintégrée par une décision de l'inspection du travail en Juin 2010. Elle aussi demandait le respect du droit syndical.

Ensemble, nous pouvons gagner sur nos revendications : Mais cela passe avant tout par le respect des droits syndicaux !

**Rassemblement sur le parking de LECLERC
Mardi 20 décembre 2011 à partir de 11 H 00**

Journée d'action du 13 décembre 2011

La CGT se félicite des quelques 200 rassemblements et manifestations organisés dans le pays. Ils témoignent de la volonté des salariés, des retraités et des privés d'emploi de ne pas accepter les mesures d'austérité qui ne vont qu'aggraver la situation économique et sociale.

En France, comme en Europe, les dirigeants veulent profiter de la crise pour faire passer des réformes structurelles qui sapent le droit social et mènent tout droit à la récession.

Partout sur le continent, à l'appel des syndicats, des mobilisations se construisent pour une Europe sociale. Il faut hausser le ton dans les semaines qui viennent. Le « compromis » de Bruxelles adopté par les chefs d'états prépare une aggravation de la pression sur les salariés alors que les marchés financiers ont préservé leur intérêt sur toute la ligne. Cette Europe là favorise les replis nationalistes.

D'autres solutions existent par une autre répartition des richesses au service du développement industriel, des services publics, de la valorisation du travail et de la protection sociale.

Il n'y a aucune fatalité à cette situation, les salariés doivent se faire entendre beaucoup plus que les institutions financières avec leurs agences de notation.

La CGT entend mettre le « sommet sur l'emploi » de janvier décidé par le Président de la République sous la pression des salariés.

C'est dans cet état d'esprit que nous nous rendrons à la rencontre intersyndicale du 19 décembre prochain.

Montreuil, le 13 décembre 2011



LA FÊTE DES LUTTES ET DE LA SOLIDARITÉ 2012 :

UN ENJEU POUR TOUTE LA CGT DU PUY DE DÔME

Dans un récent courrier adressé à tous les syndicats Cgt du Puy de Dôme, l'Union Départementale a expliqué le projet validé par sa CE : une fête d'une nouvelle dimension, le 16 juin 2012, place du 1^{er} Mai à Clermont-Ferrand, ouverte au plus grand nombre, avec une tête d'affiche propre à en garantir une fréquentation conséquente et qui donnerait en outre **le top de lancement officiel de notre campagne pour les élections professionnelles dans les TPE.**

Il s'agirait d'un événement conséquent, nécessitant des moyens conséquents. **Pour que ce soit possible, il faut impérativement que les syndicats du Puy de Dôme s'engagent collectivement à acheter 10 000 vignettes, soit 1000 carnets (30 000 €) et inscrivent 60 camarades tournants pour les 4 jours de travail que cela représente, du 14 au 17 juin. A ce jour, on est encore loin du compte.**

Chaque syndicat doit donc décider de la hauteur de son engagement et faire remonter sa décision à l'UD avant le 03 janvier 2012.

Merci à tous les dirigeants de syndicats d'impulser débats et décisions sur cette question dans leur organisation, pour une réponse rapide.

L'Assemblée Générale du 10 janvier sera l'occasion de faire le point.

RSA : Label Arnaque

Le RSA n'est pas, et loin de là, la belle avancée sociale de lutte contre la pauvreté, bien au contraire elle l'institutionnalise rendant les pauvres encore plus pauvres, fragilisant toujours plus des milliers de personnes. Les conditions, pour être bénéficiaire du RSA, sont plus drastiques que celles qu'il y avait pour devenir allocataire du RMI. Inutile de demander le RSA si un jour vous avez pu faire l'acquisition d'un logement, d'une voiture... Vos biens personnels, votre entourage familial font l'objet d'une enquête minutieuse... ils pourraient subvenir à vos besoins. Le RSA permet de travailler, et selon les dire du gouvernement d'avoir un supplément de revenu provenant du travail. Que nenni ! Le RSA, et en particuliers le RSA d'activité, privent certains salariés de droits, d'exonérations éventuelles. Pour n'en nommer que quelques uns, la CMU, la taxe habitation et la redevance audiovisuelle, la gratuité des transports sur certains territoires...

Force est de constater que de nombreuses personnes ont encore moins de moyens pour vivre, voire pour survivre. Le rapport récent du conseil national des politiques de lutte relatif à l'objectif de baisse d'un tiers de la pauvreté le confirme. La revalorisation de certains minima sociaux ne se traduit pas par une baisse de la pauvreté, 8,8 millions de personnes vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté fixé à 954 € mensuels.

Le RSA d'activité et bientôt les 7 heures de travail obligatoire sont une véritable aubaine pour le patronat, une main d'œuvre corvéable à merci. Le RSA n'est qu'un moyen surnois de contrôle social, de stigmatisation des privés d'emploi. La fraude sociale dont on nous rabat les oreilles, il faut la chercher ailleurs. Des milliards de cotisations dues par le patronat aux différentes caisses (Urssaf, UNEDIC, retraites...) n'arrivent jamais à destination.

Les dirigeants du CAC 40, de multinationales, ne sont pas poursuivis. Le gouvernement et le Medef préfèrent s'en prendre aux plus démunis en les rendant coupables d'être le cancer de la société, responsables de la crise. De l'argent, il y en a. Ce que revendiquent haut et fort les privés d'emploi, les précaires, c'est le droit au travail pour tous comme cela est inscrit dans notre constitution. Ils veulent un travail stable, choisi, qualifiant et correctement rémunéré. Ils veulent vivre dignement et refusent la soumission.

LE RSA NE SERA JAMAIS LA SOLUTION.

MOTION À L'ATTENTION DES DIRECTIONS DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE DU PUY DE DÔME

Aujourd'hui 8 décembre 2011, **les personnels syndiqués CGT des organismes de Sécurité Sociale du Puy de Dôme** sont réunis à Clermont Ferrand pour tenir leur congrès de syndicat. Ils souhaitent s'adresser directement à vous, Directrice et Directeurs de nos organismes.

Ils vous demandent :

- De faire remonter dans vos caisses nationales respectives, le mal être grandissant des personnels de Sécurité Sociale.
- D'exiger le remplacement de tous les départs en retraite, de transformer les CDD en CDI, de ne pas recourir aux heures supplémentaires.
- D'obtenir des budgets décents permettant de rémunérer les efforts incessants des employés et cadres.
- De répartir les promotions et déroulements de carrière de façon juste et équitable, afin de n'oublier personne.
- De faire le maximum pour améliorer les conditions de travail et préserver la bonne santé des salariés.
- De permettre à tous, de se former pour assurer son travail, mais aussi pour évoluer professionnellement.
- D'écouter et de respecter la parole du personnel par l'intermédiaire de ceux qu'ils ont élus démocratiquement.
- D'exposer, bien en amont, vos projets de modification d'organisation du travail aux IRP, afin qu'elles puissent consulter le personnel et vous rendre un avis éclairé.
- De faire en sorte que les salariés de nos organismes puissent exercer correctement leur mission au plus près de leur public, et refuser les mutualisations, fusions ou régionalisations, délétères pour tous.
- D'être en cohérence avec vos discours et vos actes à propos de la défense du service public.
- De défendre, partout où vous pouvez vous faire entendre, notre Sécurité Sociale et le personnel qui la fait vivre.

Vous leur devez bien cela !

Aussi nous resterons vigilants et combatifs pour exiger de vous ce que le personnel attend de vous.

Fait à Clermont Ferrand le 8 décembre 2011
Le syndicat CGT des employés et cadres de la
Sécurité Sociale du Puy de Dôme.

LA SANTE EN QUESTION

Le comité régional CGT Auvergne et la coordination régionale CGT santé et action sociale rencontrent Mr SOUCHON, Président du Conseil Régional, ce samedi 17 décembre 2011 à 10h15, afin de l'alerter sur les grandes difficultés que rencontrent les établissements sanitaires, sociaux et surtout médico-sociaux à trouver des personnels paramédicaux qualifiés...

En effet, infirmières, aides soignants, kinésithérapeutes et bien d'autres professions souffrent d'un numerus-clausus trop faible ! La Cgt a alerté à plusieurs reprises, et l'actualité lui donne une nouvelle fois raison.

Cela entraîne des situations grave telle que la fermeture de 20 lits de médecine générale à l'hôpital de Thiers, d'autres en réanimation au CHU, le ralentissement d'activités, et même l'embauche d'infirmiers d'autres pays d'Europe ne parlant pas un mot de Français dans des EHPAD (maisons de retraite). L'Allier, la Haute-Loire, le Cantal, et le Puy de Dôme sont touchés gravement. Le Conseil Régional est concerné par le fait que l'État a décentralisé le financement des écoles paramédicales sur les régions, laissant le fonctionnement sur les établissements hospitaliers avec la collaboration des universités. L'ARS, la plus haute autorité de santé dans notre région, est quant à elle absente, pourtant informée et alertée lors d'un conseil de surveillance par la CGT, puis par une demande de rendez-vous. Et sa présence à cette rencontre du samedi matin vient d'être annulée !

Plus grave encore, puisque les places pour les concours d'entrées aux écoles vont se décider bientôt, l'ARS répond qu'une étude pourrait être programmée bientôt ! Le SROSS (schéma régional de l'organisation sanitaire et social) en préparation fait ressortir que les deux catégories (IDE, AS) se font rares et posent des difficultés pour le fonctionnement de l'organisation et la prise en charge des soins. L'ANFH (organisme collecteur pur la formation professionnelle) devrait avoir moins de fonds pour financer les promotions professionnelles : 6.5 millions d'Euros en 2011, environ 5 millions pour 2012 !

Il n'y a donc pas que pour le corps médical qu'il faut élever le nombre des étudiants.

Jacques COCHEUX
Co-coordonateur régional CGT santé et action
sociale Auvergne



CGT JACQUET

DES SALARIES FIERS DE LEUR COMBAT !

LE SYNDICAT CGT JACQUET TIENT ICI À REMERCIER TOUTES CELLES ET CEUX QUI ONT LUTTÉ PENDANT DES JOURS ET DES JOURS POUR DE JUSTES REVENDICATIONS.

Nous avons, **TOUS ENSEMBLE**, démontré à notre direction que nos revendications et valeurs étaient justes, que nous étions unis et forts.

Malgré les manœuvres d'intimidation, la présence de nombreux gendarmes, malgré les fausses réalités assénées par ces messieurs les actionnaires. Malgré les refus de négocier, la direction a perdu.

Nous avons, ensemble, gagné le respect et la dignité qui nous étaient souvent refusés et la solidarité dont nous avons fait preuve a démonté tous les pièges tendus.

Chaque jour nous avons décidé lors de nos assemblées générales de la suite à tenir et des actions à mener pour avancer ensemble. Cette démocratie ne plait jamais au patron dont la seule règle est l'autoritarisme !

Les acquis de notre combat ne sont certes pas à la hauteur de ce que la direction aurait du engager, mais sans lutte, il n'y aurait rien eu. Pire, la direction aurait continué de nier le grave malaise de notre entreprise.



C'EST PARCE QUE NOUS NE SOMMES PAS ASSEZ PAYÉS QUE NOUS NOUS SOMMES BATTUS. MAIS PAS SEULEMENT. C'EST AUSSI PARCE QUE NOUS VOULONS TRAVAILLER DANS DES CONDITIONS DIGNES ET RESPECTABLES.

Comme nous l'avons déjà écrit dans un tract précédent, la lutte continuera pour que notre travail nous permette de vivre dignement.

Nous remercions les nombreux salariés qui se sont syndiqués à la CGT et ceux qui nous rejoignent actuellement. C'est grâce à nos syndiqués que notre syndicat existe. C'est grâce aux nouvelles et nouveaux syndiqué(e)s qu'il se consolide et que nous gagnerons nos prochains acquis.

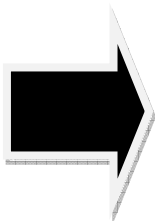
La direction sait que désormais elle devra tenir compte du rapport de forces que nous avons construit et renforcé tous ensemble.

Compte tenu de la situation le conflit n'est que suspendu puisqu'il faudra bien que la direction réponde à nos besoins.



Pendant ces journées de grève, nous avons pris conscience de notre force lorsque nous sommes unis. La direction voudra peut-être tenter de vouloir diviser, organiser de la répression et nous saurons encore une fois y répondre tous ensemble avec force et détermination s'il le faut.

➔ **N'hésitez pas à nous informer de toutes les pressions dont pourrait se rendre coupable la hiérarchie.**



Nous nous sommes mobilisés cette fois, et la direction sait que nous recommencerons si la situation le justifie !

Pour nos revendications et pour la défense de nos acquis, pour notre pouvoir d'achat et nos conditions de travail, la direction devra tenir compte de vos exigences.

La solidarité de nos camarades de la CGT Limagrain du Puy de Dôme, du Gard de l'Isère nous a permis et nous permettra de continuer la lutte. L'Union Départementale CGT et les syndicats CGT du Puy de Dôme ou d'autres départements sont venus nous soutenir et le feront encore s'il y a besoin.

Nous avons été toutes et tous marqué(e)s par les positions de la direction qui n'a pas hésité à tenter de nous faire passer pour des terroristes et même des criminels. Nous n'imaginions que Limagrain agisse de cette façon, en faisant appel à huissier, tribunal et forces de l'ordre en nombre.

NOUS SOMMES -AU CONTRAIRE DE LA DIRECTION- FIER DU COMBAT QUE NOUS AVONS MENÉ ET QUE NOUS CONTINUERONS À DÉVELOPPER SI LA DIRECTION CONTINUE À NE PAS ÉCOUTER LES TRAVAILLEURS QUI CRÉENT LA RICHESSE.

**Pour être encore plus forts demain,
syndiquez-vous CGT !!!**

Saint-Beauzire le 16 décembre 2011

LES SALARIÉS DE CHEZ JACQUET ONT OBTENU :

- **15€ brut d'augmentation générale**
- **Majoration de 5% du travail de nuit, de 20% ils passent à 25%**
- **Prime de panier de jour de 2 euros**

